

Parité : drôle de débat !

Envoyé au Monde en février 1994 — non paru

Si la montée au créneau de tant de femmes d'un coup contre la parité (trois dans *Le Monde* du 11/2, quatorze dans *L'Express* du 11 au 17/2 !) ne faisait sourire par son aspect « panique à bord », elle aurait plutôt de quoi rendre triste. Cet héroïque mobilisation générale venant conforter l'institution la moins démocratique et la plus misogyne de la république française – faut-il nommer le Sénat ? – laisse en effet penser que la domination masculine a encore de beaux jours devant elle.

Il n'échappe à personne, en effet, qu'aucun homme n'apparaît dans ces regroupements hasardeux. Pourquoi ceux qui sont contre le partage du pouvoir entre les sexes (et l'on imagine qu'il en reste quelques-uns) prendraient-ils le risque de rappeler les femmes à l'ordre patriarcal quand il se trouve des femmes pour le faire ? Ce qui échappe, en revanche, c'est l'enjeu du débat. La parité, en effet, si l'on en juge par la manière dont les médias le répercutent ces temps-ci, serait une question purement philosophique. Il y aurait des « pour », qui penseraient que l'humanité est double et que la différence sexuelle doit être introduite dans le domaine politique, et des « contre », qui penseraient que l'humanité est une et indivisible et que la différence sexuelle doit rester là où elle est : dans la nature.

Cette manière de présenter les choses les rend stupides, et stupides également les personnes qui tiennent ces discours – puisqu'il y en a désormais. D'une part, la différence des sexes n'est ni à « introduire » dans notre système juridique, ni à « laisser en dehors » de celui-ci, puisqu'elle y est déjà : et dans notre Constitution (Préambule, alinéa 3) et dans nos lois (les quotas pour *protéger les hommes* dans certaines professions ; la transmission du nom, etc.).

D'autre part, la parité n'est pas un problème philosophique – sauf pour qui veut noyer le poisson. Elle est une réponse concrète à un problème concret : alors que, dans la plupart des domaines autrefois marqués par la ségrégation des sexes, l'écart entre les hommes et les femmes ne cesse de s'affaiblir, rien de tel ne se passe dans ceux où il est question de pouvoir. Là, on observe un blocage pur et simple : 0 à 10% de femmes seulement dans les états majors des grands groupes financiers, parmi les grands patrons, parmi les professeurs d'université, parmi les représentants de la nation, parmi les hauts fonctionnaires... Dans certains de ces domaines, l'État n'a pas son mot à dire – l'égalité sera pour plus tard. Dans d'autres (les deux derniers), il peut tout et tout de suite. Par l'application de la parité (c'est-à-dire l'adoption de lois électorales dans un cas, de lois sur la nomination des fonctionnaires dans l'autre), l'égalité entre les sexes peut y être réalisée d'ici cinq à dix ans. Le vrai débat est là : Voulons-nous y parvenir ? Et si ce n'est pas par la parité, comment ?

Les opposant(e)s à cette mesure se gardent bien de répondre à ces questions, et pour cause : il n'y a pas, à l'heure actuelle, de meilleure solution. Voilà

six ans qu'on en débat dans le mouvement féministe, et toujours rien de solide à l'horizon. Les partisans de la parité elles-mêmes n'y sont parvenues que faute d'en trouver une plus satisfaisante (qui n'aurait préféré que le changement se fasse tout seul ?). Celles qui prennent la parole ces jours-ci n'en proposent même aucune. Faute de le faire, elles ne peuvent passer que pour, au mieux, des intellectuelles à côté de la plaque, au pire, des femmes ayant tiré leur épingle du jeu et se moquant du reste... Dans les deux cas, tristesse.

Elles font en outre semblant de croire – peut-être le croient-elles – que l'ennemi principal des femmes, aujourd'hui, est le différencialisme, c'est-à-dire la croyance qu'il existe des valeurs masculines et des valeurs féminines. Mais où vivent-elles ? Les dangers les plus graves, aujourd'hui, pour les femmes, sont la pauvreté et la violence. Qui les laisse s'appauvrir ? Le marché. Qui les viole et les cogne ? Des hommes. Qui les laisse sans défense ? La coutume. Qui peut s'y opposer ? L'État, les collectivités locales. Mais qui a voté les lois sur le temps partiel en ne disant rien de son application selon le sexe, et permis que le marché y assigne 90% de femmes ? Qui s'est opposé à ce que le harcèlement sexuel ne soit considéré que dans le cas de violences exercées au travail et par des supérieurs hiérarchiques ? Qui ne fait rien pour que soient appliquées, améliorées, les lois sur l'égalité des salaires, sur la discrimination à l'embauche, sur la violence domestique ? Des assemblées monopolisées par 80 à 95 % d'hommes. Être pour la parité, c'est faire le pari que des assemblées composées pour moitié d'hommes et de femmes voteraient des lois différentes, appliqueraient d'autres politiques. Être contre, c'est refuser de faire ce pari, c'est laisser les choses en l'état. Voilà où est le débat. La tristesse, parfois, n'est pas loin de la colère.

Le seul motif de satisfaction, dans cette histoire, est de constater que, malgré le rideau de fumée ainsi entretenu, les Français et les Françaises ne s'en laissent pas compter. Voilà plus de cinq ans que tous les sondages les trouvent favorables à cette mesure dans une proportion écrasante. Qu'ils soient « différencialistes » ou « indifférencialistes », ils et elles sont aujourd'hui à 80% partisans d'un partage du pouvoir entre les sexes, et imposé par la loi puisque la classe politique ne parvient pas à se réformer elle-même¹. Tous semblent savoir que le débat sur la différence sexuelle n'a pas sa place ici. Lorsque les hommes et les femmes naîtront, grandiront, travailleront, s'amuseront, mourront dans les mêmes conditions, on saura si cette différence était aussi essentielle qu'on le croit généralement aujourd'hui, ou si elle n'est qu'une parmi des milliers d'autres qu'ont *en commun* les êtres humains. En attendant, s'opposer à des réformes dont a besoin la société pour se moderniser et pour ne pas laisser régner la loi du plus fort, c'est se payer de mots.

Éliane Viennot.

Dernier ouvrage paru : *La Démocratie 'à la française', ou les femmes indésirables*, Presses de l'Université Paris VII, 1996

¹. Voir le sondage CSA/L'Événement, dans *L'Événement* du 11 au 17/2.